

«Un manque de réflexion»

Le ministère et l'Acel présentent les modifications de l'aide financière pour étudiants

Les montants augmentent, la philosophie reste la même.

Marc Hansen, le secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur, a présenté sa nouvelle mouture de l'aide financière pour étudiants. Un constat très simple: les bourses sociales (en fonction du revenu total imposable d'un ménage) et de mobilité (de 2.000 à 2.450 euros) augmentent de manière substantielle.

«Ces changements témoignent d'un esprit social. Le but est clairement de soulager les ménages à revenu faible», explique Hansen qui fait ainsi un pas dans la direction des organisations étudiantes, rendu possible par le fait que l'Etat a économisé près de 60 millions d'euros sur les bourses lors de l'année scolaire 2014/2015. Les modifications sont aussi des revendications majeures de l'Acel (Association des cercles d'étudiants luxembourgeois) et de l'Unel (Union des étudiants luxembourgeois).

Or, lors de la présentation de cette déclaration d'intention, seule l'Acel représentait les étudiants. Depuis le boycott de l'étude TNS-Ilres sur le budget de l'étudiant (publiée en avril 2015) par l'Unel, le torchon brûle entre celle-ci et le ministère dont le seul interlocuteur sur la modification des bourses pour étudiants est devenu l'Acel.

Les nouvelles dispositions montrent aussi que la philosophie de la loi reste inchangée. Les enfants de frontaliers sont toujours pénalisés en ce qui concerne la bourse de mobilité et la bourse familiale est calculée en fonction des enfants inscrits dans l'enseignement supérieur.

Ce qui, au départ, n'était pas du goût de l'Acel qui demandait une hausse de la bourse familiale ainsi qu'un calcul étendu à tous les enfants d'un ménage, qu'ils soient étudiants ou pas. D'après Hansen, «les hausses substantielles» suffiraient à compenser les lacunes mi-



En avril 2014, l'Unel avait mobilisé quelque 12.000 jeunes pour manifester contre le projet de loi sur les aides financières pour étudiants

ses à jour par l'enquête réalisée par TNS-Ilres. Même son de cloche à l'Acel. Son président, Clifton Cano, s'est montré satisfait du compromis obtenu entre son association et le ministère. Les deux partis n'ont d'ailleurs eu de cesse de répéter que les discussions étaient «*toujours productives et calmes*».

Mesure d'économies

La réaction de l'Unel – qui, d'après les dires de sa porte-parole, Sarah Diederich, n'était pas au courant des entrevues entre l'Acel et le ministère – est autrement plus virulente. L'union considère ainsi que la bourse de mobilité reste «*discriminatoire pour les enfants de frontaliers qui ne peuvent toujours pas en bénéficier*» et que cette hausse ne bénéficie pas aux ménages luxembourgeois à faible revenu dont les enfants étudient souvent au Grand-Duché. Même la hausse de la bourse sociale ne satisfait pas l'Unel.

Sarah Diederich y voit un manque de réflexion flagrant: «*Il ne sert à rien d'augmenter substantiellement la bourse pour les revenus les plus bas (ndlr: elle passe de 3.000 à 3.800 euros), car cela ne touche pas beaucoup de gens. Il aurait mieux valu repenser le barème et augmenter les tranches les plus représentatives.*»

En ce qui concerne la bourse familiale, Sarah Diederich regrette que tous les enfants d'un ménage ne soient pas pris en compte. «*Globalement, nous constatons qu'il y a un manque de réflexion du ministère qui ne veut d'ailleurs pas montrer de chiffres détaillés sur ces différentes mesures. Nous avons l'impression qu'il y a de la rétention d'information.*»

La déception de ne pas avoir été intégrés aux discussions est d'ailleurs grande: «*Quand nous avons appris que l'Acel discutait seule avec Marc Hansen, nous étions choqués parce que nous restons hautement représentatifs. Il nous semble aussi*

que l'Acel a un peu oublié qu'elle doit s'engager pour le bien des étudiants. Mais le ministère sait aussi que nos revendications sont plus fortes et qu'il est, par conséquent, plus facile de négocier avec l'Acel.»

L'Unel n'abandonne pas pour autant la partie et a d'ores et déjà demandé une entrevue avec le se-

crétaire d'Etat Hansen ainsi qu'avec les partis de la majorité (DP, LSAP, déi Gréng) et le CSV: «*Il s'agit maintenant de trouver un appui pour nos idées, car les modifications proposées ne sont aucune-ment une solution. Cela reste à nos yeux une mesure d'économies.*»

MAURICE MAGAR

CHIFFRES

La bourse de base de 2.000 euros reste inchangée. La bourse de mobilité, pour les résidents qui étudient à l'étranger, passe de 2.000 à 2.450 euros.

La bourse sociale, calculée en fonction du revenu total imposable, passe de 3.000 à 3.800 euros pour un ménage dont le revenu est moins élevé qu'une fois le salaire social minimum (SSM, 1.922,96 euros brut). Pour un ménage ayant un revenu compris entre 3,5 fois et 4,5 le SSM, la bourse sociale augmente de 500 à 550 euros. La bourse familiale, accordée aux ménages ayant plus d'un enfant inscrit dans l'enseignement supérieur, reste de 500 euros. Le prêt de base reste également inchangé à 6.500 euros. Le prêt social, en revanche, passe de 3.000 à 3.800 euros. Le prêt «frais d'inscription» ne varie pas, il s'élève à 1.850 euros.

«¡Una cerveza por favor!»

Les fonctionnaires inquiets face au projet de loi sur la nationalité

La confédération générale de la fonction publique (CGFP) marque son profond désaccord avec la politique sociétale et économique du gouvernement.

Réunie pour sa traditionnelle conférence des comités, la CGFP, par la voix de son secrétaire général, Romain Wolff, n'y va pas par quatre chemins: abaisser les exigences linguistiques pour l'acquisition de la nationalité, «*C'est un peu comme si en Espagne il suffisait de savoir dire "¡Una cerveza por favor!" pour devenir espagnol!*»

Il rappelle au passage que «*bien avant la campagne pour le référendum, la CGFP militait pour une meilleure intégration et participation par le biais de la nationalité. Nous*

n'avons pas changé d'avis.». La critique à l'égard de la coalition se poursuit sur le terrain économique. Car, aux yeux des fonctionnaires, la situation des finances publiques est loin d'être catastrophique que certains veulent le laisser penser. Au niveau des recettes d'ailleurs, celles imputables à l'impôt sur le revenu sont à la hausse.

Pas par miracle, mais bien grâce à l'impôt d'équilibre budgétaire temporaire, 0,5% prélevé sur les revenus de toutes les personnes physiques. Pour la CGFP, cet impôt qui est «*à sens unique et absolument pas progressif*» doit être aboli au plus vite, dès le 1er janvier 2016.

Le gouvernement a annoncé qu'il serait supprimé en 2017 lors de la mise en œuvre de la réforme fiscale. Romain Wolff ne semble guère convaincu et exprime sa «*peur de voir cet impôt intégré dans le nouveau barème*». Romain Wolff note également les deux points de TVA supplémentaires cette

année ainsi que la suppression des allocations maternité et éducation qui, jusqu'à aujourd'hui, n'a pas été suivie de contreparties. Et le gouvernement prépare la prochaine taxe destinée au financement partiel du nouvel établissement public baptisé «corps grand-ducal d'incendie et de secours», (CGDIS). En somme, un impôt de 3% sur l'assurance responsabilité civile pour les véhicules verra le jour. Au final, «*ce ne sont pas les assureurs qui payeront, estime le secrétaire général, mais bien les clients.*»

La BCEE dans le viseur

C'est une preuve de plus, selon la CGFP, que l'actuel gouvernement ne fait que poursuivre la politique de celui qui l'a précédé. Romain Wolff hausse le ton pour dénoncer «*le démantèlement social dans la fonction publique qui a commencé en 2009. Aujourd'hui, la coalition applique la tactique du salami. Sans dialoguer, elle supprime le trimestre de*

faveur ou abaisse le forfait kilométrique.»

Le syndicat des fonctionnaires semble abhorrer les établissements publics. Et ne se montre pas enthousiaste à l'idée d'en voir naître de nouveaux. Car il y régnerait un certain dilettantisme lorsqu'il s'agit d'appliquer des mesures pourtant décidées de concert entre gouvernement et syndicats.

Il en va ainsi de la Banque et caisse d'épargne de l'Etat (BCEE) qui «*n'applique pas l'avancement automatique parce qu'elle n'en a pas envie. Nous lançons un appel au gouvernement pour qu'il intervienne et s'assure que les accords qu'il a scellés avec nous soient appliqués dans les établissements publics et donc aussi à la Spuerkeess!*»

Le message est transmis au gouvernement et Wolff harangue pour conclure que «*la qualité de la fonction publique est essentielle pour maintenir la paix sociale. Tenez-vous prêts!*»

OLIVIER TASCH